### Isabel ODOUL-ASOREY

# Maître de conférences de droit privé et sciences criminelles

Université Paris Ouest Nanterre La Défense UFR Droit et Sciences Politiques (Bureau 508) 200, Avenue de la République, 92000 NANTERRE iodoulasorey@u-paris10.fr

#### INFORMATIONS GENERALES

## Fonction actuelle

- Maître de conférences de droit privé et sciences criminelles
- Membre de l'Institut de Recherche sur l'Entreprise et les Relations Professionnelles -IRERP

# **Formation**

- Doctorat de droit privé et sciences criminelles (2008)

Titre : « Négociation collective et droit constitutionnel. Contribution à l'étude de la constitutionnalisation des branches du droit »

Direction: Mme. Le Professeur M.-A. Souriac

Soutenance le 21 novembre 2008 à l'Université paris Ouest Nanterre La Défense Mention très honorable avec les félicitations du jury décernées à l'unanimité, proposition pour un prix de thèse et pour la publication

Prix de thèse de l'Association Française de Droit du travail et de la Sécurité sociale

- Maîtrise Etudes juridiques appliquées – Droit espagnol (1998)

### Thèmes de recherches

- Droit social
- Droit et genre
- Sources du droit

### Langues

- Espagnol (courant)
- Anglais (lu, écrit, parlé)

## Affiliations professionnelles

- Association Française de Droit du travail (AFDT)
- DIM GESTES (Groupe d'Etudes sur le Travail et la Souffrance au travail), membre du bureau en représentation de l'IRERP

### TRAVAUX DE RECHERCHE - PUBLICATIONS

# **Ouvrages**

- Comité d'entreprise Activités sociales et culturelles, Répertoire droit du travail, Encyclopédie Dalloz, 2014.
- Négociation collective et droit constitutionnel : contribution à l'étude de la constitutionnalisation des branches du droit, thèse, LGDJ coll. Bibliothèque de droit social,  $n^\circ$  59, 2013.

# **Articles**

- « Représentativité et représentation à l'aune de la loi du 20 août 2008 », in Représentation et représentativité dans les institutions, Actes du colloque organisé par le Centre Léon Duguit à l'Université d'Ery Val d'Essonne le 5 novembre 2015, éditions Lextenso Fondation varenne, à paraître, 2016.
- « Le principe de participation devant le Conseil constitutionnel », à paraître, Droit ouvrier, juillet 2016.
- « La négociation collective, confortée par le principe de participation ? », Dr. soc. 2015, p. 987.
- « Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif », Droit ouvrier, avril 2015.
- « Elections professionnelles et droit syndical. Les dispositions nouvelles de la loi du 5 mars 2014 », RDT 2014, 481.
- « Principe de participation des travailleurs et droit du travail », Dr. soc. 2014, 356.
- « Le droit à l'assaut des effets de genre, dans le champ de la représentation collective des salariés », *in La loi et le genre*, dir. Stéphanie Hennette-Vauchez, Marc Pichard, Diane Roman, CNRS éditions, coll. Etudes critiques du droit français, 2014, 527.
- « Travailleuse, travailleur : une lecture du code du travail au prisme du genre », avec L. Camaji et J. Porta, *in La loi et le genre*, dir. Stéphanie Hennette-Vauchez, Marc Pichard, Diane Roman, CNRS éditions, coll. Etudes critiques du droit français, 2014, 105.
- $\bullet$  « Congé maternité, droit des femmes ? », La Revue des Droits de l'Homme, CREDOF, 2013, n° 3.
- « De l'information-consultation anticipée » des IRP...à la refondation du droit commun de l'information-consultation ? », RDT 2013, p. 192.
- « Les réactions de la négociation collective à la crise », *in* « Les réactions du droit du travail à la crise », Dr. ouvrier 2012, p. 90.
- « Décision de l'OIT sur la loi du 20 août 2008, quelles suites ? », avec S. Mitterrand, RDT 2012, p. 107.
- « Le volontariat du salarié », RDT 2010, p. 91.
- « Les droits sociaux fondamentaux, quel modèle de gestion de la pluralité ? », in Liberalizzazione degli scambi, integrazione dei mercati e diritto del lavoro, dir. A. Lyon-Caen, A. Perulli, CEDAM, 2005, p. 283.

# Notes et observations

- « Les tempéraments à la condition d'audience personnel du salarié désigné comme délégué syndical », RDT 2016, p. 193.
- « Désignation d'un délégué syndical central et représentativité syndicale au niveau de l'entreprise », RDT 2016, p. 192.
- « Obligation de convoquer tous les syndicats représentatifs à la négociation d'un accord collectif de substitution », RDT 2016, p. 50.
- « Les syndicats habilités à désigner un représentant syndical au comité d'établissement », RDT 2016, p. 49.
- « La désignation des délégués syndicaux à l'épreuve du transfert d'entreprise », RDT 2015, p. 765.
- « Validité d'un accord collectif portant sur le PSE signé par un syndicat CFE-CGC », RDT 2015, p. 475.
- « Droit du CHSCT d'obtenir des dommages et intérêts », RDT 2015, p. 415
- « Aménagement conventionnel de la durée des mandats en cours à la suite d'un transfert », RDT 2015, p. 201.
- « Action en justice en défense de l'intérêt collectif de la profession et obligation d'information du comité d'entreprise », RDT 2015, p. 200.
- « Pas de préavis à l'exercice du droit de grève dans le secteur privé », RDT 2015, p. 128.
- « Irrecevabilité de l'action du comité d'entreprise en exécution d'un accord collectif », RDT 2015, p. 126.
- « Liste commune entre syndicats catégoriel et intercatégoriel », RDT 2015, p. 56.
- « Validité des mandats des délégués syndicaux signataires d'un accord collectif sur le PSE », RDT 2015, p. 55.
- « Portage salarial : un rappel de la réserve de loi en droit du travail », Constitutions, 2014, p. 368
- « La transmission des communications syndicales sous forme électronique selon le Conseil constitutionnel », RDT 2014, p. 124.
- « Appréciation dans le temps des critères de la représentativité syndicale », RDT 2014, 127.
- « La reconnaissance ou la modification conventionnelle d'une unité économique et sociale », RDT 2014, p. 276.
- « Destinataires de l'opposition à l'entrée en vigueur d'un accord collectif », RDT 2014, p. 766.
- « Mesure de l'audience électorale des syndicats : non prise en compte des résultats obtenus aux élections partielles », RDT 2013, p. 418
- « Quelles distinctions conventionnelles entre syndicats représentatifs ? », RDT 2013, p. 639.
- « Droit d'opposition à un accord collectif : quelle majorité ? », RDT 2013, p. 641.
- « Prorogation conventionnelle des mandats en cours : maintien de l'exigence de l'unanimité des organisations syndicales représentatives», RDT 2013, p. 715.
- « La représentation syndicale du personnel navigant technique », RDT 2013, p. 345.
- « Désignation d'un délégué syndical : périmètre de l'audience électorale du candidat », RDT 2013, p. 281.
- « Protocole préélectoral : conséquences de l'absence de majorité », RDT 2012, p. 639.
- « Pas de désignation par un même syndicat d'un délégué syndical central et d'un représentant de section syndicale au sein d'une seule entreprise », RDT 2012, p. 508.
- « Pas de liste commune entre syndicats affiliés à une même confédération », RDT 2012, p. 506
- « Mesure de l'audience électorale d'une union syndicale et voix recueillies par le(s) syndicat(s) affilié(s) », RDT 2012, p. 375.

- « L'appréciation des critères légaux de représentativité », RDT 2012, p. 299.
- « Représentant de section syndicale et représentant syndical au comité d'entreprise », RDT 2012, p. 235.
- « Utilisation de la messagerie électronique de l'entreprise par les organisations syndicales à défaut d'accord », RDT 2012, p. 167.
- « Désignation d'un délégué syndical : mesure de l'audience individuelle des candidats aux élections professionnelles » RDT 2011, p.716.
- « Qualité de délégué syndical et présentation des listes de candidats aux élections professionnelles », RDT 2011, p. 515.
- « Fin de la période transitoire en cas de proclamation d'élus à l'issue du second tour des élections », RDT 2011, p. 451.
- « Le juge judiciaire est compétent pour statuer sur la validité d'un accord déterminant les établissements distincts pour les délégués du personnel », RDT 2011, p. 326.
- « Les conditions de cessation du mandat de délégué syndical » Rec. Dalloz 2011, p. 1246.
- « L'information du comité d'entreprise des sociétés filiales en cas d'opération de concentration » Rec. Dalloz 2011, p. 1246.
- « L'intangibilité du périmètre légal d'appréciation de la représentativité syndicale », RDT 2011, p. 255.
- « La possibilité d'organiser des élections complémentaires en cas d'augmentation des effectifs de l'entreprise », RDT 2010, p. 727.
- « Recevabilité du pourvoi formé contre un jugement rendu en matière de contestation préélectorale », Rec. Dalloz 2010, p. 672.
- « L'atteinte au monopole syndical pour la présentation des listes au premier tour emporte la nullité des élections professionnelles dans l'entreprise », RDT 2010, p. 244.
- « Le licenciement fondé sur un autre motif que ceux prévus par un accord collectif est dépourvu de cause réelle et sérieuse si l'accord ne prévoit pas expressément sa nullité » RDT 2009, p. 389.
- « Le défaut de convocation de tous les syndicats représentatifs à la négociation de la révision d'un accord collectif constitue le délit d'entrave à l'exercice du droit syndical », RDT 2009, p. 245.

## Autres

Contribution au panorama annuel REGINE, Droit et genre, Recueil Dalloz:

- « L'interdit du sexisme », avec J. Porta, Rec. Dalloz 2016, 915.
- « Avis du CESE, Agir pour la mixité des métiers », avec J. Porta, Rec. Dalloz 2015, 1007.
- « Une action collective contre les discriminations au travail », avec J. Porta, Rec. Dalloz 2014, 954.

### TRAVAUX DE RECHERCHE – COMMUNICATIONS ORALES

# Colloques et séminaires

- « Le déploiement de l'accord collectif majoritaire », avec Elsa Peskine, Colloque « Les équivoques d'une refondation. Critique de la loi Travail », IRERP, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 18 mai 2016.
- « Obligation de sécurité de l'employeur : développements récents », Séminaire d'actualité de l'IRERP, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 19 février 2016.
- « La négociation collective, confortée par le principe de participation ? » Colloque Université d'Avignon, « Le droit à la participation : principe oublié ou renaissant ? », 27 mars 2015.
- « Durée du travail : les temps modernes », Colloque de droit social du *SAF* (syndicat des avocats de France), « Négociation collective et contrat de travail », Université Paris Dauphine, 6 décembre 2014.
- « Négociation sur le PSE », Colloque « Licenciements pour motif économique et restructurations : vers une redistribution des responsabilités », IRERP, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 5 juin 2014.
- « Syndicalisme et droit pénal », Colloque « L'affaire Jules Durand et les droits de l'homme : d'hier à aujourd'hui », 13 mars 2014, Université du Havre.
- Discutante de la communication de Mathieu Floquet « Entre Silence et Parole. Evolution de la diffusion de l'information comptable et financière au comité d'entreprise », Cycle de séminaires « Les dits du Gestes » intitulé « Langage et Travail », 6 février 2014, CNAM, Paris.
- « Genrer la représentation collective des salariés ? », Colloque « Le droit français au prisme du genre », REGINE (Recherches et Etudes sur le Genre et les Inégalités dans les Normes en Europe), 8 novembre 2013, Université Paris 1 la Sorbonne Panthéon-Sorbonne.
- « Travailleuses, travailleurs : une analyse genrée du code du travail », avec L. Camaji et J. Porta, Colloque « Le droit français au prisme du genre », REGINE, 7 novembre 2013, Université Paris 1 la Sorbonne Panthéon-Sorbonne.
- « Constitutionnalisation et internationalisation du droit du travail français, par l'entremise du juge judiciaire », Conférence, barreau des avocats de Buenos Aires, Argentine, 22 août 2013.
- « L'information-consultation anticipée du comité d'entreprise », journée d'étude organisée par l'IRERP « De l'ANI au projet de loi : la sécurisation au prix de quels droits ? », 27 mars 201, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- « Congé maternité, droit des femmes ? », cycle de conférences organisé par le CREDOF, « Les droits des femmes face à l'essor de l'intérêt de l'enfant », 14 février 2013, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- « Mixité et pouvoir : la représentation collective des salariés », séminaires de recherche REGINE, septembre 2012 Reims, 25 et 26 mai 2013 Dijon.
- « Négociation collective et droit constitutionnel », conférence dans le cadre des séminaires de l'AFDT (Association Française de Droit du Travail), Palais de justice, Paris, 2011.

# <u>Autres</u>

• « Evolution de l'information consultation : renforcement ou régression ? », Journée de rassemblement des comités d'entreprise, Confédération Force Ouvrière, 26 mars 2013.

- « L'information-consultation du CE face aux restructurations d'entreprise », Journée de rassemblement des comités d'entreprise, Confédération Force Ouvrière, 17 avril 2012.
- « L'évolution de la législation relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », Journée des référents Égalité, Confédération -Force ouvrière, 31 janvier 2012.

### ACTIVITES DE RECHERCHE COLLECTIVE

- Depuis 2012 Participation au programme de Recherche et Études sur le Genre et les Inégalités dans les Normes en Europe (REGINE), coord. S. Hennette-Vauchez (Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux). Recherche financée par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR).
- Depuis 2013 Participation au Groupe d'études sur le travail et la souffrance au travail (Dim Gestes), réseau « Domaine d'intérêt majeur » de la région Île-de-France, membre du bureau en représentation de l'IRERP.

### ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE ET RESPONSABILITES COLLECTIVES

- Depuis 2013, Directrice du Master 2 en formation continue « Droit social : analyse et pratiques »
- Participation aux procédures de recrutement des MCF (pré-rapports, comités de sélection 2016/2017)
- Participation aux épreuves du CRFPA (2012/2013-2013/2014-2015/2016),
- Participation aux procédures d'allocation des contrats doctoraux (2012/2013)

## **ACTIVITES PEDAGOGIQUES**

# Cours magistraux

- *Droit des relations individuelles de travail*, L3 AES, Université Paris Ouest Nanterre la défense, 2011-2016.
- *Droit du temps de travail*, L3 AES parcours RH, Université Paris Ouest Nanterre La défense, 2011-2016.
- *Droit des relations individuelles de travail*, L3 Droit/Economie, Université Paris Ouest Nanterre la défense, 2011-2014.
- Droit des relations individuelles de travail, L3 AES, Université Paris Ouest Nanterre la défense, 2011-2013.
- *Droit des relations individuelles et collectives de travail*, L3 Professionnelle de Gestion, Université Paris Ouest Nanterre la défense, 2011-2013.
- Droit des relations individuelles et collectives de travail, L3 Droit, Université du Salvador, Buenos Aires (Argentine)
- Droit de la formation professionnelle, L3 Droit professionnelle, IUT de Sceaux, 2005-2008.
- Droit européen de la représentation collective et de la négociation collective, M1 Science des organisations et des marchés, Université Paris Dauphine, 2005-2007.
- Droit du travail, Prépa d'été IEJ, Nanterre, Université Paris Ouest Nanterre la défense, 2014

## Séminaires en Master 2

- Droit social et santé au travail, M2 droit social, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2014-2016.
- *Négociation collective et protection sociale*, M2 professionnel droit social, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2012-2016.
- *Droit du travail*, M1 humanités et Management, Université Paris Ouest Nanterre La Défense 2014-2016.
- Droit du travail, M2 ressources humaines mention stratégie de l'entreprise, 2011-2013.

### Travaux dirigés

- Droit du travail relations collectives de travail, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2006-2016.
- Conventions et accords collectifs de travail, Université Paris XIII, 2008-2010.
- Droit des contrats, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2013-2014.
- Introduction au droit, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2000-2002.

## Participation aux stages de formation syndicale

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - Institut des Sciences Sociales du Travail :

- Informations périodiques et consultation du comité d'entreprise, 5 avril 2016.
- Information et consultation du comité d'entreprise depuis la loi de sécurisation de l'emploi, 13 novembre 2013 et 20 mai 2014.
- Accords compétitivité emploi, 12 février 2012.

# <u>Autres</u>

- Examinateur d'épreuves écrites de Droit du travail (2013-2016) et Droit des obligations (2014) à l'examen d'entrée au CFRPA, IEJ Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- Examinateur d'épreuves orales de Droit du travail et de Droits et libertés fondamentaux, à l'examen d'entrée au CFRPA, IEJ Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2013-2016.
- Examinateur aux épreuves orales du CAPA, HEDAC, 2013-2016.
- Tutorat académique d'apprentissage en Master 2 Droit social.
- Direction de mémoires en Master 2 Droit social.